VAN VALEN Gary, *Indigenous agency in the Amazon. The Mojos in liberal and rubber-boom Bolivia, 1842-1932*

University of Arizona Press, Tucson, 2013

David Jabin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jsa/14445>

DOI : 10.4000/jsa.14445

ISSN : 1957-7842

Éditeur

Société des américanistes

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 339-344

ISSN : 0037-9174

Référence électronique

David Jabin, « VAN VALEN Gary, *Indigenous agency in the Amazon. The Mojos in liberal and rubber-boom Bolivia, 1842-1932* », *Journal de la Société des américanistes* [En ligne], 101-1 et 2 | 2015, mis en ligne le 15 mars 2016, consulté le 24 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/jsa/14445> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jsa.14445>

Ce document a été généré automatiquement le 24 février 2023.

Tous droits réservés

VAN VALEN Gary, *Indigenous agency in the Amazon. The Mojos in liberal and rubber-boom Bolivia, 1842-1932*

University of Arizona Press, Tucson, 2013

David Jabin

RÉFÉRENCE

VAN VALEN Gary, *Indigenous agency in the Amazon. The Mojos in liberal and rubber-boom Bolivia, 1842-1932*, University of Arizona Press, Tucson, 2013, 250 p., bibliogr., index, ill. noir et photos noir et blanc, cartes, tabl., glossaire.

- 1 Son titre ne le laisse pas présager, mais cette recherche historique est une contribution de valeur à la réflexion sur les mouvements messianiques indigènes en Amérique du sud tout autant qu'un apport original à la connaissance des libéralismes latino-américains. Gary Van Valen s'intéresse ici aux premières réformes et au boom du caoutchouc dans la région bolivienne des llanos de Mojos dans le but de comprendre les stratégies indigènes adoptées en réponse à ces profonds bouleversements.
- 2 C'est la raison principale qui pousse l'auteur à analyser cette histoire à l'aune d'un concept à la mode : celui d'agentivité (*agency*). Chez les descendants des néophytes des anciennes missions jésuites de Mojos, cette agentivité prend de multiples formes comme les migrations, le millénarisme, la participation politique, l'usage du discours des dominants et la manipulation de leurs concepts et de leurs catégories. Parmi la diversité des réponses indigènes présentées, le mouvement messianique connu sous le nom de Guayochería forme le cœur de l'ouvrage.
- 3 Six chapitres se suivent de manière chronologique. Ils traitent d'abord de l'histoire des habitants de Mojos dans leur ensemble, puis se focalisent graduellement sur les groupes ethniques de langues arawak connus aujourd'hui comme Mojeños. Face au traitement historiographique traditionnel de la fièvre du caoutchouc en Amazonie, Van

Valen défend une vision plus nuancée. En effet, selon lui, « après examen approfondi de l'histoire de Mojos, l'idée que le boom du caoutchouc fut une période préjudiciable à tous les Indiens à toutes époques n'est plus défendable ». Sans nier les aspects extrêmement négatifs de ce cycle extractiviste (déplacement de population, esclavage pour dette, groupes ethniques décimés, etc.), Van Valen se refuse à l'application indiscriminée d'un tel jugement « largement valide dans le cas des groupes indigènes vivant hors de l'autorité de l'État dans le nord de Bolivie », mais « qu'on ne peut appliquer à la région de Mojos qui fut transformée sans être dévastée par la fièvre du caoutchouc » (p. 5).

- 4 Le premier chapitre est une introduction synthétique à la géographie et à l'histoire de cette région de plaines alluviales où les jésuites installèrent de nombreuses missions dès la fin du XVII^e siècle. Pour Van Valen l'acceptation de la présence jésuite fut un choix conscient des Mojos qui obtinrent ainsi une protection contre les raids esclavagistes mais aussi un accès au sel et au fer. Avec leurs missionnaires « les Mojos créèrent une culture missionnaire viable basée sur l'agriculture, l'artisanat et l'élevage » (p. 27), sur la répartition de ces productions (*temporalidades*) et sur une vie rituelle syncrétique. Dans chaque mission on distinguait deux groupes parmi les néophytes : la *familia* (une élite composée de leaders politiques, de chanteurs, d'assistants religieux et de différents corps d'artisans) et le *pueblo* (force de travail sous les ordres de la *familia*). L'introduction du *cabildo indigenal* (1701) donna à certains membres de la *familia* un rôle de gestion des *temporalidades* et une position de médiation entre les jésuites et le gros de la population. Cette organisation et la nouvelle identité indigène qui en découla résisteront à la sécularisation des missions qui suivit l'expulsion des jésuites, tout comme à l'arrivée du libéralisme et à l'épisode de la fièvre du caoutchouc.
- 5 L'État libéral qui fit suite à l'indépendance de la Bolivie vit dans les territoires missionnaires autonomes un obstacle à ses desseins progressistes et donc à son développement économique. L'année 1842 marque précisément l'ouverture de Mojos au libéralisme. À cette date, le gouvernement créa le département du Beni en séparant le territoire de Mojos du département de Santa Cruz. Par de nombreux décrets le gouvernement du président Ballivián mit en place des réformes libérales. De cet ensemble complexe de mesures, il faut retenir deux traits fondamentaux : la volonté d'incorporer les Mojeños à la nation par la citoyenneté et l'introduction de la propriété privée là où régnait la propriété communale. Mais il est important de comprendre que l'idéologie libérale s'exprimait à tous les niveaux. Ainsi, cette volonté de modernisation s'appliqua autant aux plans urbains qu'à l'architecture, à l'éducation ou encore au développement des voies de communication nationales et internationales. Ces changements radicaux amenèrent dans le Beni fraîchement créé de nouveaux acteurs. Premièrement, les fonctionnaires boliviens remplacèrent, du moins en partie, les prêtres à la tête des anciennes missions, en tant que représentants de l'État. Deuxièmement, l'arrivée d'autres *carayanas* – les descendants d'européens – fut encouragée par des mesures leur facilitant l'accès à la propriété foncière. Les premières unions matrimoniales entre familles *carayanas* et élites mojeñas ne tardèrent pas, marquant la participation de ces dernières aux politiques locales. Van Valen conclut à l'échec de l'application de ces réformes et ajoute qu'elles furent dans leur ensemble préjudiciables aux Mojeños. Cependant l'auteur ajoute que jusqu'en 1860 – date à laquelle des patrons boliviens se lancent dans l'extraction de caoutchouc sur le Madeira – les choses n'ont pas vraiment changé dans la région : « il y avait, pour les

étrangers, peu de raisons de venir au Beni et pour les indigènes, peu de raisons de le quitter » (p. 56).

- 6 Une description du boom du caoutchouc dans le contexte bolivien des années 1860 aux années 1880 suit ce chapitre sur l'arrivée du libéralisme au Beni. Cette période débute par l'augmentation des activités commerciales boliviennes sur le cours du Madeira, les patrons *carayanas* faisant appel à la force de travail des Indiens du Beni pour le travail dans leurs *barracas* (centres d'exploitation du caoutchouc) mais aussi pour le transport fluvial. À cette époque, des *barracas* étaient établies sur le cours moyen du fleuve Beni, une région où les populations indigènes furent décimées. Bien que souffrant de l'exploitation des *carayanas*, les Mojeños « incorporés à la société latino-américaine » depuis plus d'un siècle et demi vécurent cette période de manière radicalement différente (p. 67). Pour le démontrer l'auteur décrit de manière précise les conditions de travail des Mojeños, s'agissant du travail de récolte du caoutchouc, du transport fluvial, de la construction du chemin de fer Madeira-Mamoré. Pour Van Valen, il n'existe pas vraiment de preuves de l'existence d'un système d'*enganche* ou de dette et de travail forcés concernant les Indiens du Beni qui, du moins dans le cas des *barracas* situées au-delà des rapides du Madeira, pouvaient facilement se soustraire à l'autorité de leurs patrons. La vie dans ces *barracas* semble avoir permis aux Mojeños de s'organiser en communautés et de maintenir certains aspects de la vie rituelle en vigueur à Mojos. En prenant le contre-pied de l'historiographie classique, l'auteur soutient même que le boom du caoutchouc permit aux Mojeños de bénéficier de conditions de travail moins dures que sur le fleuve Beni, mais aussi d'éviter de payer les taxes et tributs en vigueur dans les anciennes missions. Pour nuancer cette idée, Van Valen note que les Indiens du Beni furent beaucoup plus durement exploités, après 1880, dans les *barracas* située plus au sud dans le territoire bolivien (p. 89). Dans les anciennes missions de Mojos, le boom du caoutchouc provoqua un déclin démographique, une baisse de la production artisanale et le délabrement de l'organisation économique mise en place à l'époque jésuite. Dans le même temps, le nombre d'alliances matrimoniales entre les élites de Mojos et les *carayanas* augmenta de manière importante. Ces mêmes élites des *cabildos* acquéraient peu à peu des terres à des *peones* et devenaient des agents incontournables pour recruter la main-d'œuvre nécessaire aux *carayanas* pour le transport fluvial et le travail de plus en plus contraignant des *barracas*. Les élites mojeñas servaient les *carayanas* qui défendaient les intérêts du caoutchouc. Pour échapper à ce contrôle, les gens du commun optèrent alors pour diverses stratégies dont la plus importante aux yeux de l'auteur se trouve être la migration.
- 7 Le quatrième chapitre s'attache à la méticuleuse reconstruction et à l'analyse d'un mouvement migratoire en particulier : la Guayochería. Sous la pression croissante née des réformes libérales et de l'accroissement de la demande de main-d'œuvre liée au caoutchouc, de nombreux indigènes quittèrent Trinidad, la capitale du Beni, pour former de nouvelles communautés dans les *pampas* situées au sud-ouest de cette ancienne mission jésuite. Ce mouvement migratoire avait débuté depuis quelques décennies quand, en 1886, pour remédier au manque de main-d'œuvre, les autorités de Trinidad tentèrent d'étendre leur contrôle sur la région. Les *carayanas* rencontrèrent alors une résistance organisée autour de la personne d'un vieil homme habitant la nouvelle communauté de San Lorenzo : Andrés Guayocho. Usant d'une technique de ventriloquie, ce chamane donnait la parole à de puissants esprits comme Jésus-Christ ou d'anciens leaders trinitarios connus pour s'être opposés aux *carayanas*. Selon la

rumeur, il exhorta par ce moyen les habitants de Trinidad à fuir et à venir le rejoindre avec leur bétail avant que la ville ne soit inondée. Les habitants de San Lorenzo firent de Guayocho leur cacique et fondèrent autour de lui un nouveau *cabildo*, marquant leur volonté de mener leur vie économique et spirituelle à l'écart de Trinidad. Aucun *cabildo* n'avait été créé dans la région depuis le XVII^e siècle. C'était aussi la première fois qu'un *cabildo* était établi de manière indépendante par des indigènes, chose qui se reproduisit régulièrement depuis (et se reproduit toujours aujourd'hui).

- 8 En tentant de reprendre le contrôle par la force, les autorités *carayanas* de Trinidad provoquèrent une révolte des partisans de Guayocho. Le mouvement fut réprimé dans le sang après des mois d'une âpre lutte durant l'année 1887 et son leader brutalement assassiné sans jugement par les militaires envoyés en représailles par le préfet du Beni. San Lorenzo fut rasé et le mouvement dispersé, mais le gouvernement national désavoua la politique du préfet en le destituant de ses fonctions et en prenant des mesures de protection en faveur des Indiens.
- 9 La mort de Guayocho et la dispersion de ses partisans ne marquèrent cependant pas la fin de la Guayochería. En effet, San Lorenzo fut refondé quelques années plus tard et les Trinitarios fondèrent de nouveaux *cabildos* à l'ouest du Mamoré. La résistance trinitaria s'organisa alors autour d'un personnage au profil très différent mais non moins charismatique : Santos Noco Guaji, le nouveau cacique de San Lorenzo. Pendant plus de quarante ans, soit jusqu'au début des années 1930, ce leader héritier de l'œuvre de Guayocho réussit, par d'habiles jeux politiques, à maintenir les *carayanas* en respect tout en renforçant l'indépendance administrative de San Lorenzo. Dans un style radicalement différent de celui de son prédécesseur, grâce à la négociation et à l'utilisation des concepts du libéralisme, il sut maintenir l'autonomie de San Lorenzo en mettant dos à dos les élites locales, le gouvernement national et les franciscains.
- 10 En contrepoint de ces développements sur les entreprises d'Andrés Guayocho et Santos Noco, le dernier chapitre montre l'évolution de la condition indigène dans les anciennes missions de Trinidad et San Ignacio durant cette même période (1880-1930). De plus en plus nombreux, les *carayanas* accaparèrent les meilleures terres pour y développer l'élevage et la culture de canne à sucre grâce à la main-d'œuvre de *peones* indigènes.
- 11 L'auteur a su relever le défi qu'il s'était fixé : montrer que la Guayochería est une réponse indigène aux méfaits des développements économiques particuliers que subirent les llanos de Mojos dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Cet essai historique qui nous mène des lendemains de l'indépendance bolivienne à la veille de la guerre du Chaco fait écho à de nombreuses analyses des stratégies politiques indigènes et intéressera autant les historiens que les spécialistes de l'anthropologie politique. Contribution intéressante à l'histoire du Beni, *Indigenous agency in the Amazon* représente aussi une source d'inspiration pour repenser les mouvements messianistes et millénaristes indigènes dans le bassin amazonien. On regrettera néanmoins que l'auteur n'ait pas pris la peine de mentionner certains travaux historiques et anthropologiques publiés entre la fin de son doctorat, il y a 10 ans, et la parution du présent ouvrage. En effet, plusieurs auteurs spécialistes de la région travaillent ou ont travaillé sur les thématiques abordées par Van Valen. Sans prétendre à l'exhaustivité, on pense en particulier aux travaux de Guiteras Mombiola (2010, 2011a, 2011b, 2012) sur la propriété foncière et l'utilisation de la main-d'œuvre indigène, à ceux de Vallvé (2010) et de Córdoba (2012) concernant le boom du caoutchouc en Bolivie, mais aussi

aux articles de García Jordán (2004) et Saito (2004) sur les mouvements messianiques et le culte des morts.

BIBLIOGRAPHIE

CÓRDOBA Lorena

2012, « El boom cauchero en la Amazonía boliviana: encuentros y desencuentros con una sociedad indígena (1869-1912) », in Diego Villar et Isabelle Combès (éd.), *Las tierras bajas de Bolivia: miradas históricas y antropológicas*, Museo de Historia-El País, Santa Cruz de la Sierra, p. 125-156.

GARCÍA JORDÁN Pilar

2004, « La Guayochería. Conflicto y violencia en el Beni boliviano en la segunda mitad del siglo XIX », in José Antonio Munita Loinaz (éd.), *Conflicto, violencia y criminalidad en Europa y América*, Publicaciones de la Universidad del País Vasco, Vitoria-Gasteiz, p. 305-330.

GUITERAS MOMBIOLA Anna

2010, « Los indígenas benianos en el acceso a la propiedad de la tierra y la constitución de una sociedad de frontera en la Boliva republicana, 1842-1951 », *Boletín americanista*, 60, p. 67-89.

2011a, « La mano de obra indígena en el comercio fluvial del Beni (Bolivia) en la segunda mitad del siglo XIX », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 40 (3), p. 511-532.

2011b, « Propiedad indígena y titulación de tierras en la Amazonía boliviana, 1842-1880 », *Caravelle*, 96, p. 35-50.

2012, *De los llanos de Mojos a las cachuelas del Beni 1842-1938: conflictos locales, recursos naturales y participación indígena en la Amazonía boliviana*, Itinerarios (Scripta Autochtona, 10), Cochabamba, Bolivia.

SAITO Akira

2004, « The cult of the dead and the subversion of state justice in Moxos, lowland Bolivia », *Journal of Latin American lore*, 22 (2), p. 167-196.

VALLVÉ Frederic

2010, *The impact of the rubber boom on the indigenous peoples of the Bolivian lowlands (1850-1920)*, Ph.D. en histoire, Georgetown University, Washington.

AUTEURS

DAVID JABIN

Centre d'enseignement et de recherche en ethnologie amérindienne (Erea) du Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (Lesc, UMR 7186), Nanterre